



ATTITUDES PUBLIQUES À PROPOS DE L'ÉDUCATION AU CANADA

L'ENQUÊTE 2007 DE L'ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉDUCATION (ACE)

SOMMAIRE DES PRINCIPAUX RÉSULTATS

L'éducation publique doit être au service du public. Il importe donc de comprendre comment celui-ci perçoit les systèmes d'éducation. Ce quatrième rapport de l'ACE est fondé sur une enquête menée de janvier à mai 2007 auprès de plus de 2 400 Canadiens et Canadiennes.

Pour obtenir un exemplaire du rapport intégral, prière de visiter le site web de l'ACE à : www.cea-ace.ca

L'ÉDUCATION PUBLIQUE AU CANADA – FAITS, TENDANCES ET ATTITUDES

Favoriser la discussion publique à propos des enjeux clés en éducation

Ce rapport de l'ACE procure un contexte pour repenser les écoles, favorisant le dialogue et la réflexion critique au sujet des défis que nous devons relever pour assurer l'éducation de tous les élèves afin qu'ils prennent leur place dans un monde de changement social, technologique et économique dynamique.

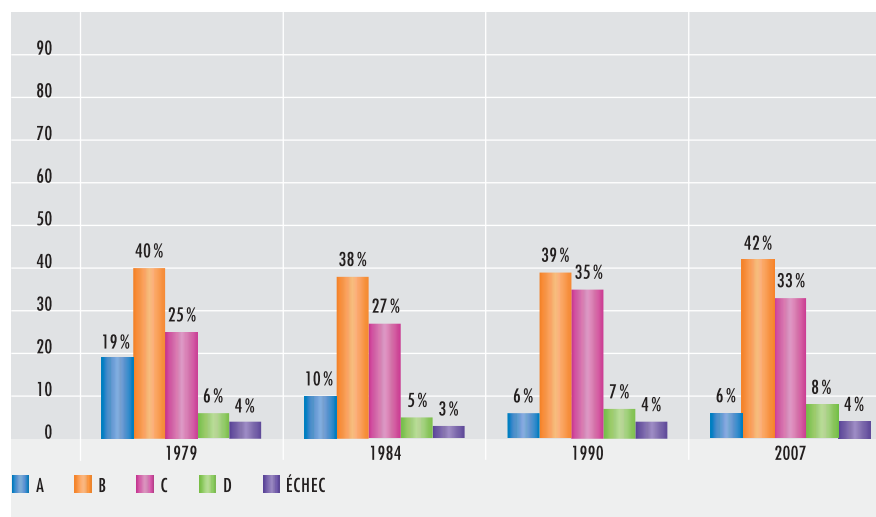
L'ACE tient à susciter la réflexion et demande vos commentaires à propos des questions suivantes.

- En matière d'éducation, qu'est-ce qui importe le plus pour les Canadiens ?
- Le Canada a-t-il une image claire de ce qu'est un bon système scolaire ?
- Quels sont les buts de nos systèmes d'éducation au 21^e siècle ?
- Qui devrait décider de ce qu'apprennent les enfants et les jeunes au Canada ?
- Quelles idées inspirent la confiance chez les Canadiens en matière d'éducation et comment en viennent-ils à avoir confiance en des idées nouvelles ?

1 LES CANADIENS SONT GÉNÉRALEMENT SATISFITS DE LEURS ÉCOLES ET LEUR FONT CONFIANCE, MAIS IL Y A PLACE À AMÉLIORATION.

Lorsqu'on demande aux Canadiens de coter leurs écoles, 42 pour cent leur attribuent un B.

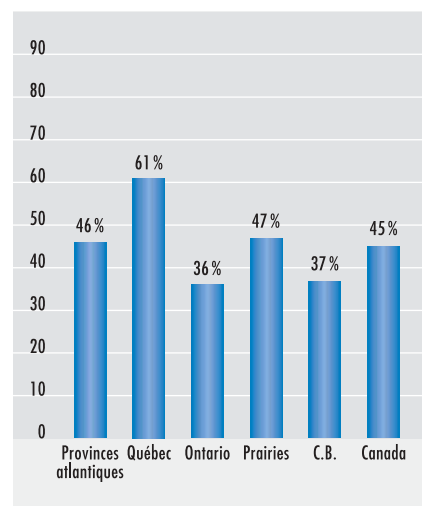
FIGURE 5 : Évaluation des écoles locales par le public : comparaisons 1979-2007



Selon le tiers des répondants, la qualité de leurs écoles primaires et secondaires est moyenne (note C). Seulement 6 pour cent leur accordent un A.

45 pour cent des Canadiens manifestent beaucoup ou assez de confiance dans les écoles publiques.

FIGURE 6 : Pourcentage des Canadiens faisant beaucoup ou assez confiance aux écoles publiques provinciales

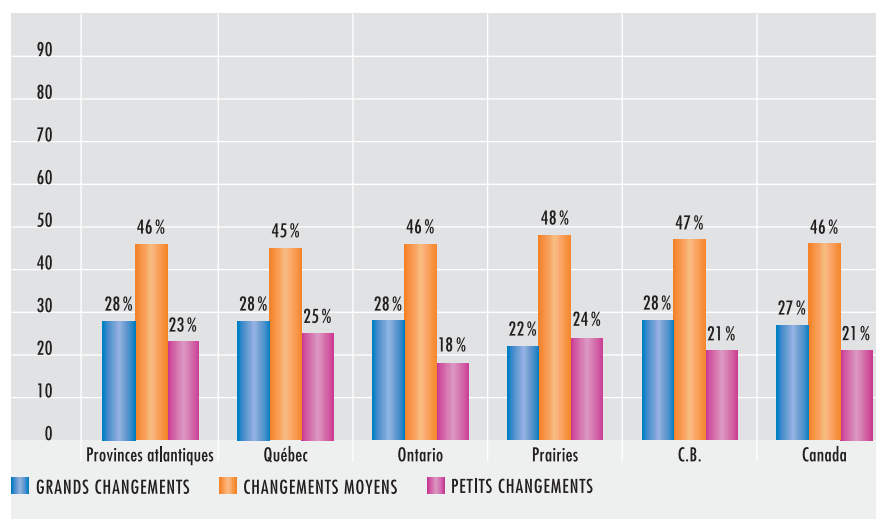


Le degré de confiance du public a diminué de 31 pour cent par rapport aux 76 pour cent des Canadiens qui indiquaient avoir beaucoup ou assez de confiance en 1984. Malgré cette baisse, le soutien de l'éducation publique demeure élevé chez les Canadiens, par rapport à d'autres institutions.

2 IL EXISTE UNE REMARQUABLE SIMILITUDE AU PAYS SUR LE PLAN DES POINTS DE VUE EXPRIMÉS À PROPOS DE L'ÉDUCATION PUBLIQUE.

Les Canadiens manifestent un appétit modéré de changement.

FIGURE 12 : Degré de changement nécessaire pour régler les problèmes en éducation, par région



Exprimant des points de vue très homogènes à l'échelle du pays, 46 pour cent des Canadiens croient que des changements modérés sont requis pour régler les problèmes des systèmes d'éducation de leur province, 21 pour cent estiment qu'il faut des changements mineurs et 27 pour cent, des changements majeurs. Les Canadiens sont divisés dans toutes les régions et sont souvent incertains de l'ampleur et des répercussions des changements apportés dans les écoles depuis dix ans. Dans ce contexte, il est peu étonnant qu'ils fassent preuve d'un désir certain, mais modéré, d'apporter d'autres changements.

Les Canadiens partagent une satisfaction élevée de leurs enseignantes et enseignants.

70 pour cent des Canadiens partagent un degré élevé de satisfaction du travail que font les enseignantes et les enseignants dans les écoles primaires et secondaires.

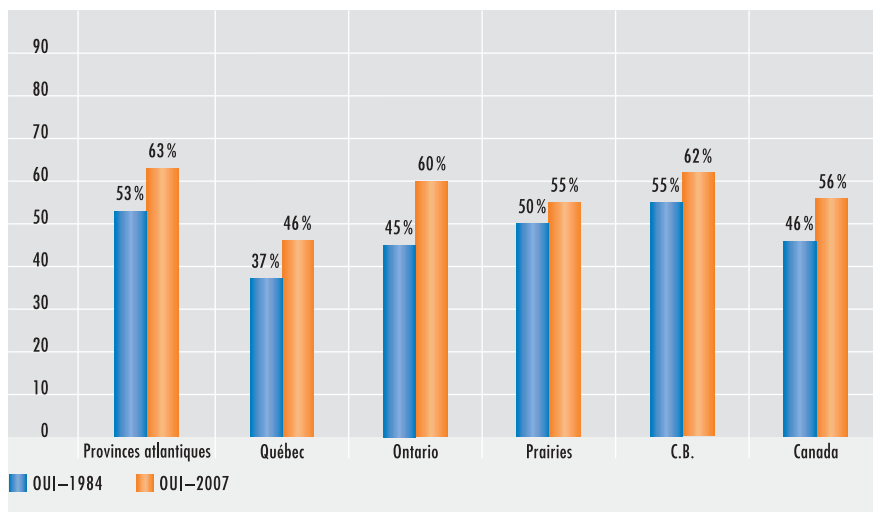
Les Canadiens partagent une confiance mitigée aux politiques des gouvernements provinciaux en matière d'éducation.

À peine 19 pour cent des Canadiens font beaucoup ou assez confiance à leur gouvernement provincial en ce qui concerne les politiques en matière d'éducation.

3 LES CANADIENS SONT TRÈS ENGAGÉS ENVERS L'ÉDUCATION PUBLIQUE.

Une majorité de Canadiens est disposée à payer plus d'impôts pour soutenir l'accroissement du financement des écoles.

FIGURE 10 : Volonté de payer plus d'impôts (% oui) : comparaison 1984-2007



Cette majorité comprend un nombre égal d'adultes avec et sans enfants d'âge scolaire. De 1984 à 2007, la proportion de Canadiens disposés à payer plus d'impôts pour financer l'éducation publique a augmenté de 46 pour cent à 56 pour cent. Ce résultat remet en question les déclarations politiques selon lesquelles la majorité des Canadiens préfèrent réduire les impôts, du moins en ce qui concerne l'éducation.

Près des trois quarts (72 pour cent) des Canadiens croient que les gouvernements provinciaux devraient affecter plus de ressources financières aux écoles publiques. On constate un degré élevé de soutien de l'accroissement des dépenses en éducation publique chez les adultes ayant ou non des enfants présentement inscrits dans une école primaire ou secondaire.

Dans toutes les régions du pays, les Canadiens expriment un profond désir d'avoir davantage voix au chapitre en ce qui concerne le fonctionnement des écoles.

En 2007, plus de 60 pour cent des résidents de toutes les provinces estiment qu'ils ont « trop peu » voix au chapitre dans les décisions locales en matière d'éducation. Quatre Canadiens sur dix (41 pour cent) indiquent également qu'ils sont prêts à siéger à un conseil scolaire local.

Pour obtenir un exemplaire du rapport intégral, prière de visiter le site web de l'ACE à : www.cea-ace.ca